

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

MARCHE N° 2025960SERV003

**PRESTATIONS DE SURVEILLANCE, DE GARDIENNAGE ET
DE SECURITE INCENDIE SUR LES SITES DE PARIS ET
MEUDON DE L'OBSERVATOIRE DE PARIS**

**Observatoire de Paris
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,
BP 12
75014 PARIS**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de surveillance, de gardiennage et de sécurité incendie sur les sites de Paris et Meudon de l'Observatoire de Paris
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans
	Nombre de lots	0
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	3 x 1 an
	Prix	Prix forfaitaire et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Durée du marché.....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6.3 - Clause de sauvegarde	7
7 - Retenue de garantie	7
8 - Avance.....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	9
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants	10
9.5 - Paiement des sous-traitants	11
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
11 - Sous-traitance.....	13
11.1 Sous-traitance de la prestation fixe forfaitaire (FORFAIT)	13
11.2 Sous-traitance de la prestation « évènementiel » (BPU EVENEMENTEL HORS FORFAIT)	13
12 - Démarches RSE (Responsabilité sociétale des entreprises	14
13- Constatation de l'exécution des prestations	14
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	14
15 - Pénalités.....	14
15.1 Dysfonctionnement administratif.....	14
15.2 Dysfonctionnements constatés liées à l'encadrement.....	14
15.3 Dysfonctionnements constatés liées aux prestations ADS et SSIAP	15
15.4 Dysfonctionnements constatés liées à la prestation « évènementiel ».....	15
16 - Assurances.....	16
17 - Résiliation du contrat.....	17
17.1 - Résiliation aux torts du titulaire	17
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
18 - Règlement des litiges et langues	18
19 - Dérogations	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Les prestations de surveillance, de gardiennage et de sécurité incendie sur les sites de Paris et Meudon de l'Observatoire de Paris.

Les prestations du présent marché sont détaillées dans les cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

Le présent marché comprend des prestations de base comprises dans le prix global et forfaitaire (pour la partie non fractionnée du marché et des prestations événementielles hors forfait listées dans le bordereau des prix unitaires et commandées au fur et à mesure du besoin (pour la partie fractionnée du marché).

Des prestations supplémentaires éventuelles sont intégrées dans le présent marché. Elles doivent être obligatoirement chiffrées par la société. Ces prestations seront intégrées aux critères de sélection des offres. Ainsi leurs absences entraînent l'irrégularité de l'offre.

Le choix de lever ou non ces prestations est laissé à l'appréciation du pouvoir adjudicateur. Ce choix est fait au plus tard à la notification du marché.

Lieu(x) d'exécution :

Observatoire de Paris :

- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS
Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS
- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

doqu

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) mentionnant le montant forfaitaire des prestations fixes du marché (prestations de base et PSE) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le règlement de la consultation (RC) ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de mémoire technique du candidat **(le cadre de mémoire technique est une pièce contractuelle obligatoire. Attention, aucun mémoire technique ne sera accepté en dehors de ce formalisme. Le cadre de mémoire technique doit être rempli conformément aux éléments demandés, sans renvoyer aux pages d'un mémoire technique). A défaut, l'offre sera rejetée).**
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services

Les textes et documents en vigueur dans le domaine concerné notamment:

- Code de la sécurité intérieure, en particulier le livre II et le livre 6 relatif aux activités privées des sociétés de sécurité privée ;
- Code du travail, en particulier la quatrième partie (réglementaire), livre II, - Santé et sécurité au travail ;
- Code de la sécurité intérieure, en particulier le Livre VI ;
- Décret 86-1058 du 26 septembre 1986 consolidé le 24 Décembre 2011, relatif à l'autorisation administrative et au recrutement du personnel des entreprises de sécurité privée ;
- Décret 86-1099 du 10 octobre 1986, consolidé au 7 Août 2014, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, transport de fonds et protection de personnes ;
- Décret 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement ou une entreprise extérieure ;
- Décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relative à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds et de protection physique des personnes ;
- Décret 2009-137 du 9 février 2009 relatif à la carte professionnelle, à l'autorisation préalable et à l'autorisation provisoire des salariés participant aux activités privées de sécurité définies à l'article 1er de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 ;
- Décret 2012-870 du 10 juillet 2012 relatif au code de déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité ;
- Loi 83-629 du 12/07/83 réglemente les activités de sécurité privée ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, en particulier les dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris en application du code de la construction et de l'habitation,
- Arrêté 02 mai modifié 2005 relatifs aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;
- Arrêté du 30 Novembre 2011 portant sur l'approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de défense nationale ;
- Circulaire n° 650/SGDSN/PSN/PSE du 17 janvier 2014 (Plan Vigipirate) ;
- Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée du marché

La durée ferme du marché est d'un an à compter de la notification du marché.

Le marché peut être reconduit 3 fois pour une période d'une année sans pouvoir dépasser 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objet du marché sont réglées :

- Par un prix global et forfaitaire appliqué tel qu'il figure dans l'Acte d'engagement et dans la décomposition du prix global et forfaitaire, remplie par le candidat.
- Par des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau de Prix Unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées.

Le prix global et forfaitaire ainsi que les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance du matériel utilisé pour l'exécution des prestations, les consommables concernant le matériel et les véhicules, les frais de transport, de restauration, d'hébergement des personnels, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix inscrits dans l'acte d'engagement et dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F), ainsi que les prix inscrits dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U) sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes la première année de l'exécution du marché. En cas de reconduction tacite, ils pourront être révisés annuellement, à la demande du titulaire, deux mois avant la date de reconduction du marché, selon la formule suivante :

$$Pr = Po \frac{(FSD2 + ICHTrev)}{(FSD2o + ICHTrev0)}$$

Dans laquelle :

- Pr est le prix révisé (pour l'année N)
- Po est le prix initial (de l'année N-1)
- FSD2o est la valeur de l'indice au « mois zéro » : M0 : mois de remise des prix
- FSD2 : dernier Indice « Frais et services divers 2 » publié sur le site de l'INSEE (insee.fr), dernière valeur connue de l'indice ;
- ICHTrev0 : valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé - Industries mécaniques et électriques à la date du mois M0 (mois de remise des prix).

- ICHTrev : indice du coût horaire du travail révisé - Industries mécaniques et électriques, dernière valeur connue de l'indice.

La formule de révision est calculée avec quatre décimales et le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur à chaque étape.

Les arrondis seront faits de la manière suivante :

- Si le cinquième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, il sera arrondi au supérieur
- Si le cinquième chiffre après la virgule est inférieur à 5, il sera arrondi à l'inférieur

Le titulaire devra faire parvenir au pouvoir adjudicateur, à la direction de la DIL, suivant un préavis de 2 mois avant la date prévue de l'application des nouveaux prix, par courriel avec accusé de réception, les tarifs révisés de la décomposition du prix global et forfaitaire et du BPU avec le détail du calcul (en application des dispositions susvisées) ainsi que les indices retenus.

Courriel : direction.dil@obsmp.fr et gestion.dil@obsmp.fr

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'Observatoire sur la proposition du Titulaire.

Passé ce délai, aucune modification des tarifs ne sera recevable jusqu'à la date de reconduction suivante.

En cas de modification ou suppression de l'indice par l'INSEE, il conviendra de passer un avenant, dans les deux situations suivantes :

* Si l'INSEE propose plusieurs séries correspondantes : le choix de la série fera l'objet d'un avenant sauf si en raison de l'objet même du marché, l'index nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'index n'est pas substantiellement modifié. Dans ce dernier cas, un simple courrier suffira à avertir les parties du changement d'indice ;

* Si l'INSEE ne propose pas de nouvel indice : le choix d'un nouvel indice fera l'objet d'un avenant.

6.3 - Clause de sauvegarde

L'évolution des prix, à la baisse ou à la hausse, résultant de l'application de l'article 6.2 du présent cahier des charges ne devra pas dépasser 5% par an.

Dès lors que l'ajustement du prix dépasse la clause de sauvegarde, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement d'index lorsque ce dépassement est constaté.

7 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

La facturation est établie sur une périodicité mensuelle.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753496900013

- Numéro de bon de commande : 45000*****

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire original et porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du/ des fournisseur(s) ;

La domiciliation des paiements telle quelle figure sur l'acte d'engagement ;

Les références du présent marché (numéro-objet) ; 2025*****

La référence du bon de commande ; 45000*****

Le nom et l'adresse complète du service acheteur ;

La date de livraison ou date de réception du marché ;

La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

Le prix unitaire hors taxes (H.T.) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

Le montant total hors taxes (H.T.) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Le taux de TVA en vigueur à la date de l'exécution des prestations ;

Le montant total TTC.

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande

Toute facture reçue ne répondant pas à ces exigences vous sera automatiquement renvoyée, ce qui engendrera un retard de paiement.

Au dépôt de la facture, le code service : FACTURES_PUBLIQUES, n'est obligatoire que pour les structures publiques. Si structure privée, ce champ vide est à laisser vide.

Sur les devis devront figurer, le numéro du marché (2025*****), le nombre de documents, le prix unitaire, et le prix total.

Pour les relances fournisseurs, changement d'adresse, RIB ou toutes autres modifications, merci d'utiliser l'adresse mail générique du service facturier: gestion.sf@obspm.fr

9.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Il est précisé que seul le sous-traitant de 1er rang peut bénéficier du paiement direct.

Les conditions de paiement direct du sous-traitant sont déterminées à l'article R.2191-6 du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la facture, une attestation indiquant la somme à régler par l'OBSPM à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la facture, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par l'OBSPM au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution des prestations :

- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS
Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS
- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

Conditions particulières d'exécution :

Les conditions particulières d'exécution relatives aux exigences hygiène, santé, sécurité et environnement sont décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières.

Obligation de moyen et de résultat :

Le titulaire devra mettre tout en œuvre pour répondre aux besoins spécifiés dans le CCTP et parvenir au respect des stipulations du CCTP.

Obligation de conseil et d'information :

Il est demandé au titulaire, qui a une obligation de moyens et de résultats, de fournir les compétences nécessaires à l'accomplissement des missions définies mais aussi d'être un vrai partenaire et une réelle force de proposition.

Il ne devra pas subir le marché, mais le faire vivre constamment pour faire progresser le niveau de sécurité des personnels et des bâtiments de l'Observatoire.

Conformément au Décret n° 2012-870 du 10 juillet 2012 relatif au code de déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité (article 20), le titulaire et ses dirigeants doivent s'obliger à informer et conseiller sérieusement et loyalement l'Observatoire.

Responsabilités :

Le titulaire met à la disposition de l'Observatoire, des personnels, des compétences et des matériels pour le bon accomplissement des missions du présent marché.

Le titulaire doit veiller à ce que ses agents intervenant sur le site, soient toujours les mêmes, recherchant ainsi une stabilité dans les équipes. Toutefois, le titulaire reste responsable du recrutement qu'il effectue pour les sites de l'Observatoire. Il est aussi entièrement responsable de la valeur professionnelle de ses agents, et donc de leur formation et de leur maintien à niveau.

La discipline est assurée par le titulaire sur les sites, il est apte à traiter les problèmes disciplinaires (vols, dégradations, refus d'ordre...).

Le titulaire est aussi responsable de l'hygiène et de la sécurité de son personnel.

Obligation de confidentialité :

Compte tenu de la nature et le lieu de la prestation (ZRR), le titulaire s'engage par écrit à une stricte confidentialité sur les missions, faits et informations obtenus, pendant et après l'exécution du marché. Il fournira un modèle d'engagement de confidentialité dans son mémoire technique.

Sa responsabilité pourra être engagée en cas de manquement de son personnel à la protection des informations, y compris en cas de dissimulation ou détournement. Il fera signer à son personnel un engagement formel et avertira immédiatement l'Observatoire en cas de violation.

Tout non-respect pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans indemnisation, ainsi qu'une possible saisine des autorités compétentes.

Accès aux locaux et équipements :

Des locaux seront mis gratuitement à la disposition du personnel du Titulaire. Lors de la prise de marché, un état des lieux sera réalisé en présence du titulaire.

En cas de dégradation dont les agents du titulaire seraient à l'origine, les éventuels travaux ou achats nécessaires à la réparation des dégradations seront facturés au prestataire.

L'Observatoire de Paris laisse aux personnels habilités, chargés d'exécuter des prestations, libre accès aux seuls locaux et aux seuls horaires dans lesquels leur présence est autorisée et nécessaire pour l'exécution du contrat.

Toute modification des installations entraînant un changement dans l'exécution de la prestation sera immédiatement notifiée par écrit au titulaire du contrat.

L'Observatoire met à disposition du Titulaire des clés et/ou des badges d'accès en quantité suffisante lui permettant d'assurer la prestation dans les meilleures conditions.

En cas de détérioration, de casse, de perte ou de vol, le Titulaire en avisera aussitôt l'Observatoire (Chef du service de sécurité, ou le responsable du site). Il se verra alors facturer, au tarif en vigueur, le remplacement intégral du moyen de fermeture, le nombre de clés nécessaire et/ou le remplacement des badges d'accès.

En fin de marché, le Titulaire sera tenu de remettre à l'Observatoire les clés et/ou les badges d'accès confiés initialement ou en cours d'exécution du marché.

Travaux dans les locaux et installation de service :

Les dispositions du Code du Travail sont applicables.

En conséquence, le Titulaire et l'Observatoire procéderont avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fera l'objet d'un procès-verbal signé par les deux parties.

Grève et défaillance du titulaire :

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues (nombre de personnel affecté par poste à pourvoir, capacité de réaction lors de la non présentation d'une relève, etc...). Il est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement les prestations.

La grève des personnels du Titulaire et/ou de ses sous-traitants ne revêt pas de caractère de force majeure.

En cas d'arrêt de travail pour le fait de grève des salariés du titulaire, ce dernier sera tenu d'assurer la continuité du service dont les modalités seront précisées par l'Observatoire.

Avant sa mise en place, l'organisation destinée à pallier la grève devra être obligatoirement soumise à l'agrément de l'Observatoire.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter les prestations, l'Observatoire y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire, et notamment en faisant appel à une autre société pour exécuter les prestations. Les mesures qui seront prises dans ce cas seront limitées à la durée de la grève. Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Observatoire par tous moyens de droit. Leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles du titulaire restant dues.

En cas d'arrêt de travail de son personnel et/ou du personnel de ses sous-traitants, le Titulaire sera tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations.

11 - Sous-traitance

11.1 Sous-traitance de la prestation fixe forfaitaire (FORFAIT)

Le titulaire du marché s'engage à limiter la sous-traitance au maximum dans le cadre des prestations essentielles, en lien avec la prestation fixe forfaitaire définie à l'article 4.1.1 du présent CCTP.

11.2 Sous-traitance de la prestation « évènementiel » (BPU EVENEMENTEL HORS FORFAIT)

Le titulaire du marché peut sous-traiter une partie ou la totalité des prestations événementielles défini à l'article 3.4 du présent CCTP.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra produire pour agrément expresse et écrit de l'Observatoire de Paris :

- Une déclaration spéciale contenant les renseignements suivants ;
- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées au Code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du travail du Code du travail ;
- Une note de présentation du sous-traitant avec tous les justificatifs permettant d'attester de la capacité de celui-ci pour les services considérés.

La sous-traitance totale est interdite.

Le prestataire devra s'assurer de la bonne solvabilité de l'entreprise sous-traitante ainsi que de la qualification des intervenants circulants sur les sites de l'observatoire. Les intervenants seront soumis aux mêmes règles telles que définies dans les CCTP.

L'Observatoire de Paris se réserve le droit de demander au titulaire les documents économiques et ou tout autre justificatif faisant état du bon niveau de formation des techniciens de l'entreprise sous-traitante.

Le Titulaire tiendra à jour la liste de ses sous-traitants.

En toutes hypothèses, il demeure toutefois responsable des prestations confiées à tous les sous-traitants, sans que l'Observatoire de Paris ne puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.

Le Titulaire restera l'unique interlocuteur de l'Observatoire de Paris.

12 - Démarches RSE (Responsabilité sociétale des entreprises)

Les soumissionnaires devront communiquer dans leur mémoire technique une note présentant leur démarche environnementale et sociale. Le détail est décrit dans le CCTP.
Les offres devront respecter ces critères sous peine de voir leurs notes impactées.

13- Constatation de l'exécution des prestations

"L'Observatoire de Paris procède aux opérations de vérification, conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS." Ces opérations de contrôle seront menées par les responsables du pôle sécurité sureté de l'Observatoire de Paris, de manière inopinée (sans présence obligatoire du responsable du titulaire) ou contradictoire (en présence du responsable du titulaire)."

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 - Pénalités

15.1 Dysfonctionnement administratif

- Défaut déclaration sous-traitant (DC4) 1000 € HT
- Défaut agrément CNAPS et/ou non renouvelé et/ou non à jour 10000 € HT sanctionnable sans alerte
- Défaut transmission DUE 1000 € HT
- Non transmission des informations relatives au personnel à reprendre
- La non transmission des informations relatives au personnel à reprendre sur demande de l'Administration en fin de marché expose le ou les titulaires sortant(s) soumis à l'obligation de reprise du personnel en application d'une convention collective à une pénalité de 100 euros par jour de retard.

15.2 Dysfonctionnements constatés liées à l'encadrement

- Retard prise en main du site 1000 € HT
- Non-respect des modalités contractuelles de démarrage des prestations 1000 € HT par Anomalie constatée
- Défaut mise en place du matériel 1000 € HT par Anomalie constatée
- Défaut plan de prévention 1000 € HT
- Défaut au code de déontologie devoirs des entreprises et de leurs dirigeants 10000 € HT anomalie constatée sanctionnable sans alerte
- Défaut établissement, suivi des consignes et procédures et/ou des mises à jour demandées 500 € HT par Anomalie constatée
- Défaut de réunion qualité 500 € HT Anomalie constatée
- Compte rendu réunion qualité non établi ou non adressé 100 € HT par anomalie constatée et 50€ par jour de retard
- Non-respect des échéances convenues pour les réunions Qualités 100 € HT par Anomalie constatée et 50€ par jour de retard
- Non-respect du délai de réactivité en réponse aux sollicitations et remontées d'anomalie 100 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Défaut délai transmission des devis 100 € HT par Anomalie constatée
- Défaut gestion des commandes SUP 100 € HT par Anomalie constatée
- Défaut de réponse et/ou non-respect du délai de réponse 150 € par Anomalie constatée et 50€ par jour de retard
- Défaut délai de prévenance pour remplacement ou intégration d'un nouvel agent 150 € HT par Anomalie constatée

15.3 Dysfonctionnements constatés liées aux prestations ADS et SSIAP

- Prestation non conforme CCTP 300 € HT par Anomalie constatée
- Absence des consignes d'application 100 € HT par Anomalie constatée
- Absence non remplacée 500 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Défaut carte professionnelle et/ou à jour 1500 € HT par anomalie constatée sanctionnable sans alerte
- Défaut au code déontologie 1500 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Défaut de remise du dossier complet 100 € HT par Anomalie constatée
- Défaut de ronde obligatoire (SSIAP et ADS) 100 € HT par Anomalie constatée
- Formation site non effectuée 100 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Formation, recyclage réglementaire non effectués 500 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Matériels à la charge du titulaire incomplets, non-fournis, non-renouvelés 50 € HT par Anomalie constatée
- Non-respect des consignes et procédures site (SSIAP et ADS) 100 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Non-respect du délai de remplacement des absences 150 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Perte et casse du matériel prêté par le site 150 € HT par Anomalie constatée sanctionnable sans alerte
- Retard 1h et +* 100 € HT par Retard constaté Sanctionnable sans alerte
- Retard de 0 à 1h min* 50 € HT par Retard constaté Sanctionnable sans alerte
- Tenues des agents non conformes 50 € HT par Anomalie constatée sanctionnable sans alerte
- Utilisation du matériel à des fins personnels 150 € HT par Anomalie constatée
- Perte des clés mis à la disposition du titulaire

En cas de perte des clés mise à la disposition du personnel, le titulaire devra prendre en charge les frais liés à la reproduction d'un autre jeu de clés ou si nécessaire, aux frais liés au remplacement des verrous que les clés perdues ouvraient.

- Responsable encadrant non joignable en cas de besoin

En cas de difficultés (absence de réponse au téléphone ou mail dans la journée en cas d'urgence ou dans les 48h) à joindre le responsable encadrant du site, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 100 euros par fait constaté.

15.4 Dysfonctionnements constatés liées à la prestation « évènementiel ».

- Tenues des agents non conformes 250 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Défaut au code de déontologie 1500 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Retard inférieur à 1 heure* 150 € HT par Retard constaté Sanctionnable sans alerte
- Retard supérieur à 1 heure* 500 € HT par Retard constaté Sanctionnable sans alerte
- Non-respect du délai de remplacement des absences 2000 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Absence non remplacée 5000 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte
- Non-respect des consignes et procédures site 500 € HT par Anomalie constatée Sanctionnable sans alerte

- Non transmission des informations relatives au personnel à reprendre

La non transmission des informations relatives au personnel à reprendre sur demande de l'Administration en fin de marché expose le ou les titulaires sortant(s) soumis à l'obligation de reprise du personnel en application d'une convention collective à une pénalité de 50 euros par jour de retard.

- Non-respect des règles relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités s'élève à 10 % du montant du marché public dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Ces pénalités pourront s'appliquer au titulaire dans les conditions prévues à l'article L. 8222-6 du code du travail.

Toutes les pénalités sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération. Les pénalités, après notification au titulaire, s'imputent d'office sur les sommes qui lui sont dues par réfaction sur les factures, sans que le cumul des pénalités puisse excéder 50% du montant forfaitaire du marché.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Résiliation aux torts du titulaire

Le contrat peut être résilié avant sa date d'échéance par l'Observatoire, aux torts du Titulaire et sans indemnité :

- En cas de recours du Titulaire à un ou plusieurs sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'Observatoire,
- En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance du Titulaire,
- En cas de non-respect des dispositions prévues à l'article D8222-5 du Code du Travail,
- En cas de « faute grave » du Titulaire, telles qu'elles sont définies ci-après. Par « faute grave », on entend notamment :
 - Lorsque depuis le début de l'exercice en cours, le montant total des pénalités représente 20% du montant forfaitaire annuel des prestations assurées.
 - Inobservation des règles de sécurité,
 - Inobservation de l'obligation de confidentialité,
 - Lorsque le Titulaire commet une faute ayant entraîné un accident matériel ou corporel grave,
 - En cas de non-respect des obligations contractuelles, autre que celles définies ci-avant, et après une mise en demeure non suivie d'effet.

La résiliation d'un contrat intervient immédiatement et de plein droit, après envoi par l'Observatoire au Titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception, soit :

- À l'issue du préavis de 3 mois minimum précisé dans le courrier,
- Après une mise en demeure précisée dans le courrier et non suivie d'effet.

Dans tous les cas de résiliation du contrat aux torts et griefs du Titulaire, ce dernier n'aura droit à aucune indemnité à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, et sera redevable à l'égard de l'Observatoire de Paris d'un dédommagement égal à 1/12ème (un douzième) du forfait annuel hors taxes ; ce montant n'exclut pas le recours pour les pertes subies par L'Observatoire de Paris ainsi que tous les dommages et intérêts dus au titre du préjudice subi par ce dernier et venant en complément de ces sommes.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services